

# COM (2022) 400 FINAL 2

ASSEMBLÉE NATIONALE

SÉNAT

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 15 juillet 2022

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 15 juillet 2022

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,  
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Projet Budget annuel de l'Union pour l'exercice 2023 - État général des dépenses**





COMMISSION EUROPÉENNE

# DOCUMENTS

## PROJET Budget annuel de l'Union pour l'exercice 2023

### ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES

INTRODUCTION AU BUDGET ANNUEL DE L'UNION

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DU BUDGET 2023 CONFORMÉMENT AU CFP 2021-2027

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TABLEAUX DES EFFECTIFS DES INSTITUTIONS  
ET ORGANISMES DE L'UNION

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES BÂTIMENTS PAR INSTITUTION DE L'UNION

**FR**

COM(2022) 400 — FR

1.7.2022

**UNION EUROPÉENNE**

**PROJET  
Budget annuel de l'Union  
pour l'exercice 2023**

**ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES**

**Introduction au budget annuel de l'Union**

**Tableaux récapitulatifs du budget 2023 conformément au CFP 2021-2027**

**Tableau récapitulatif des tableaux des effectifs des institutions et organismes de l'Union**

**Tableau récapitulatif des bâtiments par institution de l'Union**

# ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES

## Introduction au budget annuel de l'Union

Le budget annuel de l'Union (ci-après dénommé «budget»), tel que prévu dans la sixième partie, titre II, chapitre 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, est l'acte qui prévoit et autorise, pour chaque exercice, l'ensemble des crédits pour les recettes et dépenses estimées nécessaires de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

L'établissement et l'exécution du budget doivent respecter les principes d'unité, de vérité budgétaire, d'annualité, d'équilibre, d'unité de compte, d'universalité, de spécialité, de bonne gestion financière et de transparence.

- Le *principe d'unité* et le *principe de vérité budgétaire* impliquent que toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Union, quand celles-ci sont mises à la charge du budget, doivent être réunies et inscrites en un seul et unique document.
- Le *principe d'annualité* signifie que le budget est voté pour un exercice à la fois et que les crédits de cet exercice, tant en engagements qu'en paiements, doivent en principe être utilisés pendant ce même exercice.
- Suivant le *principe d'équilibre*, les prévisions des recettes de l'exercice doivent être égales aux crédits de paiement pour ce même exercice; un recours à l'emprunt pour couvrir un éventuel déficit budgétaire n'est pas compatible avec le système des ressources propres et n'est donc pas autorisé.
- Selon le *principe d'unité de compte*, le budget est établi et exécuté en euros et doit faire l'objet d'une reddition des comptes en euros.
- Le *principe d'universalité* signifie que l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des crédits de paiement sous réserve de certaines recettes, déterminées de façon limitative, qui sont affectées en vue de financer des dépenses spécifiques. Les recettes et les dépenses sont inscrites au budget pour leur montant intégral, sans contraction entre elles.
- Le *principe de spécialité budgétaire* signifie que tout crédit doit avoir une destination déterminée et être affecté à un but spécifique afin d'éviter toute confusion d'un crédit avec un autre.
- Le *principe de bonne gestion financière* est défini par référence aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités.
- Le *principe de transparence* vise à assurer une bonne information sur l'exécution du budget et les comptes.

Le budget présente les crédits pour les recettes et les dépenses par section, à raison d'une pour chacune des institutions de l'Union telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 67, du règlement financier. Les crédits communs à toutes les institutions de l'Union pour les recettes (ressources propres, excédents, soldes et ajustements) sont présentés dans une section distincte intitulée «Total des recettes».

En vertu de l'article 47 du règlement financier, les recettes de la Commission ainsi que les crédits pour les recettes et les crédits pour les dépenses des autres institutions de l'Union sont classés suivant leur nature ou leur destination. La section du budget afférente à la Commission comporte une classification des dépenses suivant leur destination, en vue de renforcer la transparence de la gestion du budget au regard des objectifs de bonne gestion financière et notamment d'efficacité et d'efficacités.

Dans le volet des dépenses, le budget comporte des crédits dissociés, qui donnent lieu à des crédits d'engagement et à des crédits de paiement, et des crédits non dissociés. Les crédits d'engagement couvrent le coût total des engagements juridiques souscrits pendant l'exercice, tandis que les crédits de paiement couvrent les paiements qui découlent de l'exécution des engagements juridiques souscrits au cours de l'exercice ou des exercices précédents.

Pour 2023, les crédits autorisés dans le budget pour les dépenses s'élèvent à 185 591 063 428 EUR en engagements et à 166 268 243 330 EUR en paiements, ce qui représente un taux de variation de, respectivement, 2,1 % et -2,6 % par rapport au budget 2022 (budgets rectificatifs compris).

Conformément à l'article 312 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le budget respecte les plafonds fixés pour l'exercice 2023 par le cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027, conformément au règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 (JO L 433 I du 22.12.2020, p. 11). À cet égard, la section «État général des dépenses» comporte deux tableaux récapitulatifs qui présentent le budget suivant la structure par rubrique du CFP, au niveau global ainsi qu'au niveau des pôles et des programmes.

La présente section comprend également le tableau récapitulatif des postes du tableau des effectifs de l'ensemble des institutions (et organismes) de l'Union et le tableau récapitulatif des bâtiments.

## Tableaux récapitulatifs du budget 2023 conformément au CFP 2021-2027

### 1. PLAFONDS CFP DU BUDGET 2023

Le tableau ci-dessous présente les plafonds des crédits d'engagement et des crédits de paiement dans le CFP<sup>1</sup>:

*En Mio EUR, arrondis aux prix courants*

Rubrique	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
<b>CRÉDITS D'ENGAGEMENT</b>								
<b>1. Marché unique, innovation et numérique</b>	<b>20 919</b>	<b>21 878</b>	<b>21 727</b>	<b>20 984</b>	<b>21 272</b>	<b>21 847</b>	<b>22 077</b>	<b>150 102</b>
<b>2. Cohésion, résilience et valeurs</b>	<b>6 364</b>	<b>67 806</b>	<b>70 137</b>	<b>72 367</b>	<b>74 993</b>	<b>66 536</b>	<b>70 283</b>	<b>427 582</b>
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	1 769	61 345	62 939	64 683	66 479	56 725	58 639	372 579
2b. Résilience et valeurs	4 595	6 461	7 198	7 684	8 514	9 811	11 644	55 003
<b>3. Ressources naturelles et environnement</b>	<b>56 841</b>	<b>56 965</b>	<b>57 295</b>	<b>57 449</b>	<b>57 558</b>	<b>57 332</b>	<b>57 557</b>	<b>400 997</b>
dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs	40 368	40 639	40 693	41 649	41 782	41 913	42 047	289 091
<b>4. Migration et gestion des frontières</b>	<b>1 791</b>	<b>3 360</b>	<b>3 814</b>	<b>3 866</b>	<b>4 387</b>	<b>4 315</b>	<b>4 465</b>	<b>25 847</b>
<b>5. Sécurité et défense</b>	<b>1 696</b>	<b>1 896</b>	<b>1 946</b>	<b>2 004</b>	<b>2 243</b>	<b>2 435</b>	<b>2 705</b>	<b>14 925</b>
<b>6. Voisinage et le monde</b>	<b>16 247</b>	<b>16 802</b>	<b>16 329</b>	<b>15 830</b>	<b>15 304</b>	<b>14 754</b>	<b>15 331</b>	<b>110 597</b>

<sup>1</sup> Ces chiffres sont fondés sur l'ajustement technique du cadre financier pluriannuel pour 2023 conformément à l'article 4 du règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 [COM(2022) 273 du 7.6.2022].

7.	<b>Administration publique européenne</b>	<b>10 635</b>	<b>11 058</b>	<b>11 419</b>	<b>11 773</b>	<b>12 124</b>	<b>12 506</b>	<b>12 959</b>	<b>82 474</b>
	dont: Dépenses administratives des institutions	8 216	8 528	8 772	9 006	9 219	9 464	9 786	62 991
	<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>	<b>114 493</b>	<b>179 765</b>	<b>182 667</b>	<b>184 273</b>	<b>187 881</b>	<b>179 725</b>	<b>185 377</b>	<b>1 212 524</b>
	<b>TOTAL DES PAIEMENTS</b>	<b>166 140</b>	<b>170 558</b>	<b>168 575</b>	<b>168 853</b>	<b>172 230</b>	<b>175 674</b>	<b>179 187</b>	<b>1 196 835</b>

## 2. RÉCAPITULATIF DU BUDGET 2023 PAR RUBRIQUE DU CFP (TOTAL)

(Crédits d'engagement (CE) et crédits de paiement (CP) en EUR aux prix courants)

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>1. Marché unique, innovation et numérique</b>	<b>21 567 566 859</b>	<b>20 901 096 094</b>	<b>21 775 079 340</b>	<b>21 473 535 651</b>	<b>-207 512 481</b>	<b>-572 439 557</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>-2,7 %</b>
dont part relevant des instruments de flexibilité								
<i>Plafond</i>	21 727 000 000		21 878 000 000					
<i>Marge</i>	159 433 141		102 920 660					
<b>2. Cohésion, résilience et valeurs</b>	<b>70 086 683 022</b>	<b>55 840 488 774</b>	<b>67 644 377 865</b>	<b>62 052 771 658</b>	<b>2 442 305 157</b>	<b>-6 212 282 884</b>	<b>3,6 %</b>	<b>-10,0 %</b>
dont part relevant des instruments de flexibilité								
<i>Plafond</i>	70 137 000 000		67 806 000 000					
<i>Marge</i>	50 316 978		161 622 135					
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	62 922 983 990	49 131 084 229	61 314 192 324	56 350 922 710	1 608 791 666	-7 219 838 481	2,6 %	-12,8 %
dont part relevant des instruments de flexibilité								
<i>Plafond</i>	62 939 000 000		61 345 000 000					
<i>Marge</i>	16 016 010		30 807 676					
2b. Résilience et valeurs	7 163 699 032	6 709 404 545	6 330 185 541	5 701 848 948	833 513 491	1 007 555 597	13,2 %	17,7 %
dont part relevant des instruments de flexibilité								
<i>Plafond</i>	7 198 000 000		6 461 000 000					
<i>Marge</i>	34 300 968		130 814 459					
<b>3. Ressources naturelles et environnement</b>	<b>57 222 558 225</b>	<b>57 445 369 586</b>	<b>56 681 112 059</b>	<b>56 601 766 838</b>	<b>541 446 166</b>	<b>843 602 748</b>	<b>1,0 %</b>	<b>1,5 %</b>
dont part relevant des instruments de flexibilité								
<i>Plafond</i>	57 295 000 000		56 965 000 000					
<i>Marge</i>	72 441 775		283 887 941					
<b>Dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs</b>	<b>40 692 211 000</b>	<b>40 698 181 356</b>	<b>40 368 859 305</b>	<b>40 393 039 132</b>	<b>323 351 695</b>	<b>305 142 224</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,8 %</b>
<i>Sous-plafond FEAGA</i>	41 518 000 000		41 257 000 000					
<i>Écart d'arrondis exclu pour le calcul de la sous-marge</i>	800 000		800 000					
<i>Transferts nets entre le FEAGA et le Feader</i>	-825 000 000		-617 954 000					
<i>Solde net disponible pour les dépenses du FEAGA</i>	40 692 200 000		40 638 200 000					
<i>Sous-plafond FEAGA ajusté corrigé par des transferts entre le FEAGA et le Feader</i>	40 693 000 000		40 639 000 000					

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence		
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022		
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)		
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP	
<i>Sous-marge FEAGA</i>	789 000		270 140 695						
<i>Sous-marge FEAGA (hors écart d'arrondis)</i>			269 340 695						
<b>4. Migration et gestion des frontières</b>	<b>3 727 311 518</b>	<b>3 067 380 252</b>	<b>3 360 000 000</b>	<b>3 254 270 962</b>	<b>367 311 518</b>	<b>-186 890 710</b>	<b>10,9 %</b>	<b>-5,7 %</b>	
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>									
<i>Plafond</i>	3 814 000 000		3 360 000 000						
<i>Marge</i>	86 688 482								
<b>5. Sécurité et défense</b>	<b>1 901 109 130</b>	<b>1 111 374 612</b>	<b>1 812 327 699</b>	<b>1 237 861 185</b>	<b>88 781 431</b>	<b>-126 486 573</b>	<b>4,9 %</b>	<b>-10,2 %</b>	
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>									
<i>Plafond</i>	1 946 000 000		1 896 000 000						
<i>Marge</i>	44 890 870		83 672 301						
<b>6. Voisinage et le monde</b>	<b>16 781 879 478</b>	<b>13 773 937 845</b>	<b>17 170 442 918</b>	<b>12 916 051 937</b>	<b>-388 563 440</b>	<b>857 885 908</b>	<b>-2,3 %</b>	<b>6,6 %</b>	
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>	452 879 478		368 442 918						
<i>Plafond</i>	16 329 000 000		16 802 000 000						
<i>Marge</i>									
<b>7. Administration publique européenne</b>	<b>11 448 802 167</b>	<b>11 448 802 167</b>	<b>10 620 124 324</b>	<b>10 620 224 324</b>	<b>828 677 843</b>	<b>828 577 843</b>	<b>7,8 %</b>	<b>7,8 %</b>	
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>	62 472 587								
<i>Plafond</i>	11 419 000 000		11 058 000 000						
<i>Marge</i>	32 670 420		437 875 676						
<b>dont: Dépenses administratives des institutions</b>	<b>8 834 472 587</b>	<b>8 834 472 587</b>	<b>8 287 945 711</b>	<b>8 288 045 711</b>	<b>546 526 876</b>	<b>546 426 876</b>	<b>6,6 %</b>	<b>6,6 %</b>	
<i>Sous-plafond</i>	8 772 000 000		8 528 000 000						
<i>Sous-marge</i>			240 054 289						
<b>Crédits pour les rubriques</b>	<b>182 735 910 399</b>	<b>163 588 449 330</b>	<b>179 063 464 205</b>	<b>168 156 482 555</b>	<b>3 672 446 194</b>	<b>-4 568 033 225</b>	<b>2,1 %</b>	<b>-2,7 %</b>	
<i>Plafond</i>	182 667 000 000	168 575 000 000	179 765 000 000	170 558 000 000					
<i>dont part relevant de l'instrument de flexibilité</i>	515 352 065	527 128 781	368 442 918	467 248 692					
<b>Dont au titre du dispositif de marge unique visé à l'art. 11, par. 1, pt a)/art. 11, par. 1, pt b)</b>		1 376 000 000		1 349 000 000					
<i>Marge</i>	446 441 666	5 513 679 451	1 069 978 713	2 868 766 137					
<b>Crédits en % du RNB</b>	<b>1,12 %</b>	<b>1,00 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,09 %</b>					
<b>Instruments spéciaux thématiques</b>	<b>2 855 153 029</b>	<b>2 679 794 000</b>	<b>2 799 170 382</b>	<b>2 622 838 000</b>	<b>55 982 647</b>	<b>56 956 000</b>	<b>2,0 %</b>	<b>2,2 %</b>	
<b>Total des crédits</b>	<b>185 591 063 428</b>	<b>166 268 243 330</b>	<b>181 862 634 587</b>	<b>170 779 320 555</b>	<b>3 728 428 841</b>	<b>-4 511 077 225</b>	<b>2,1 %</b>	<b>-2,6 %</b>	
<b>Crédits en % du RNB</b>	<b>1,14 %</b>	<b>1,02 %</b>	<b>1,18 %</b>	<b>1,11 %</b>					

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP

(1) Le budget 2022 inclut le budget rectificatif n° 1/2022 et les projets de budgets rectificatifs n° 2/2022 et n° 3/2022.

### 3. RÉCAPITULATIF DU BUDGET 2023 PAR RUBRIQUE DU CFP (PAR PÔLE ET PAR PROGRAMME)

(Crédits d'engagement (CE) et crédits de paiement (CP) en EUR aux prix courants)

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>1. Marché unique, innovation et numérique</b>	<b>21 567 566 859</b>	<b>20 901 096 094</b>	<b>21 775 079 340</b>	<b>21 473 535 651</b>	<b>-207 512 481</b>	<b>-572 439 557</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>-2,7 %</b>
dont part relevant des instruments de flexibilité								
<i>Plafond</i>	21 727 000 000		21 878 000 000					
<i>Marge</i>	159 433 141		102 920 660					
Pôle 01 - Recherche et innovation	13 639 216 265	12 909 825 089	13 236 770 624	13 558 016 676	402 445 641	-648 191 587	3,0 %	-4,8 %
<i>Horizon Europe</i>	12 342 890 425	11 903 569 694	12 239 157 276	12 559 321 538	103 733 149	-655 751 844	0,8 %	-5,2 %
<i>Programme Euratom de recherche et de formation</i>	276 477 488	274 291 070	270 700 347	314 482 077	5 777 141	-40 191 007	2,1 %	-12,8 %
<i>Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER)</i>	1 019 848 352	721 228 782	710 094 001	667 793 252	309 754 351	53 435 530	43,6 %	8,0 %
<i>Autres actions</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>			-100,0 %	-100,0 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	<i>p.m.</i>	10 735 543	16 819 000	16 419 809	-16 819 000	-5 684 266	-100,0 %	-34,6 %
Pôle 02 - Investissements stratégiques européens	4 775 119 853	4 787 179 898	5 509 181 851	4 855 505 709	-734 061 998	-68 325 811	-13,3 %	-1,4 %
<i>Fonds InvestEU</i>	340 742 000	389 842 211	1 196 627 000	1 032 432 172	-855 885 000	-642 589 961	-71,5 %	-62,2 %
<i>Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Transports</i>	1 792 780 197	1 922 726 490	1 758 259 023	1 886 497 000	34 521 174	36 229 490	2,0 %	1,9 %
<i>Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Énergie</i>	815 673 939	713 629 670	800 473 488	588 979 000	15 200 451	124 650 670	1,9 %	21,2 %
<i>Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Technologie numérique</i>	289 076 945	230 032 761	282 882 439	257 005 035	6 194 506	-26 972 274	2,2 %	-10,5 %
<i>Programme pour une Europe numérique</i>	1 310 428 895	1 288 178 410	1 247 755 377	848 530 703	62 673 518	439 647 707	5,0 %	51,8 %
<i>Organismes décentralisés</i>	202 406 565	202 406 565	192 724 250	192 724 250	9 682 315	9 682 315	5,0 %	5,0 %
<i>Autres actions</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>				
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	<i>p.m.</i>	16 613 791	6 862 000	26 112 549	-6 862 000	-9 498 758	-100,0 %	-36,4 %
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	24 011 312	23 750 000	23 598 274	23 225 000	413 038	525 000	1,8 %	2,3 %
Pôle 03 - Marché unique	927 067 504	940 118 870	952 588 960	903 653 361	-25 521 456	36 465 509	-2,7 %	4,0 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Programme du marché unique (y compris PME)</i>	592 820 090	610 260 036	613 544 000	579 977 000	-20 723 910	30 283 036	-3,4 %	5,2 %
<i>Programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude</i>	24 850 000	26 370 516	24 368 999	31 094 000	481 001	-4 723 484	2,0 %	-15,2 %
<i>Coopération dans le domaine de la fiscalité (FISCALIS)</i>	37 678 659	36 170 000	36 939 861	35 888 504	738 798	281 496	2,0 %	0,8 %
<i>Coopération dans le domaine des douanes (DOUANE)</i>	133 053 000	119 860 000	130 444 000	114 670 328	2 609 000	5 189 672	2,0 %	4,5 %
<i>Organismes décentralisés</i>	126 715 755	126 715 755	119 735 600	119 735 600	6 980 155	6 980 155	5,8 %	5,8 %
<i>Autres actions</i>	11 950 000	11 950 000	10 300 000	9 000 000	1 650 000	2 950 000	16,0 %	32,8 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	<i>p.m.</i>	8 792 563	17 256 500	13 287 929	-17 256 500	-4 495 366	-100,0 %	-33,8 %
Pôle 04 - Espace	2 226 163 237	2 263 972 237	2 076 537 905	2 156 359 905	149 625 332	107 612 332	7,2 %	5,0 %
<i>Programme spatial européen</i>	2 045 101 000	2 090 660 000	2 008 237 000	2 088 059 000	36 864 000	2 601 000	1,8 %	0,1 %
<i>Connectivité sécurisée de l'Union</i>	106 300 000	98 550 000	0	0	106 300 000	98 550 000	0	0
<i>Organismes décentralisés</i>	74 762 237	74 762 237	68 300 905	68 300 905	6 461 332	6 461 332	9,5 %	9,5 %
<b>2. Cohésion, résilience et valeurs</b>	<b>70 086 683 022</b>	<b>55 840 488 774</b>	<b>67 644 377 865</b>	<b>62 052 771 658</b>	<b>2 442 305 157</b>	<b>-6 212 282 884</b>	<b>3,6 %</b>	<b>-10,0 %</b>
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>								
<i>Plafond</i>	70 137 000 000		67 806 000 000					
<i>Marge</i>	50 316 978		161 622 135					
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	62 922 983 990	49 131 084 229	61 314 192 324	56 350 922 710	1 608 791 666	-7 219 838 481	2,6 %	-12,8 %
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>								
<i>Plafond</i>	62 939 000 000		61 345 000 000					
<i>Marge</i>	16 016 010		30 807 676					
Pôle 05 - Développement régional et cohésion	46 148 487 499	36 584 816 977	44 955 493 922	42 614 597 710	1 192 993 577	-6 029 780 733	2,7 %	-14,1 %
<i>Fonds européen de développement régional (FEDER)</i>	38 392 573 227	26 225 874 412	37 424 211 239	29 597 476 589	968 361 988	-3 371 602 177	2,6 %	-11,4 %
<i>Fonds de cohésion (FC)</i>	7 755 914 272	10 354 707 565	7 528 601 683	13 013 812 538	227 312 589	-2 659 104 973	3,0 %	-20,4 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	<i>p.m.</i>	4 235 000	2 681 000	3 308 583	-2 681 000	926 417	-100,0 %	28,0 %
Pôle 07 - Investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs	16 774 496 491	12 546 267 252	16 358 698 402	13 736 325 000	415 798 089	-1 190 057 748	2,5 %	-8,7 %
<i>Fonds social européen (FSE)</i>	16 774 496 491	12 546 267 252	16 358 698 402	13 736 325 000	415 798 089	-1 190 057 748	2,5 %	-8,7 %
2b. Résilience et valeurs	7 163 699 032	6 709 404 545	6 330 185 541	5 701 848 948	833 513 491	1 007 555 597	0,0 %	0,0 %
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>								
<i>Plafond</i>	7 198 000 000		6 461 000 000					
<i>Marge</i>	34 300 968		130 814 459					
Pôle 05 - Développement régional et cohésion	33 613 010	36 873 475	34 276 000	36 873 475	-662 990	0	-1,9 %	0

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Soutien à la communauté chypriote turque</i>	33 613 010	36 873 475	34 276 000	36 873 475	-662 990	0	-1,9 %	0
<b>Pôle 06 - Reprise et résilience</b>	2 308 938 050	2 283 336 067	1 508 039 285	1 092 578 376	800 898 765	1 190 757 691	53,1 %	109,0 %
<i>Facilité européenne pour la reprise et la résilience et instrument d'appui technique</i>	121 065 192	114 966 000	118 691 534	111 970 000	2 373 658	2 996 000	2,0 %	2,7 %
<i>Protection de l'euro contre le faux-monnayage («programme Pericles IV»)</i>	867 060	1 205 570	850 169	917 426	16 891	288 144	2,0 %	31,4 %
<i>Coût du financement de l'instrument de l'Union européenne pour la relance (EURI)</i>	1 035 775 000	1 035 775 000	145 000 000	145 000 000	890 775 000	890 775 000	614,3 %	614,3 %
<i>Mécanisme de protection civile de l'Union (rescEU)</i>	146 575 434	242 019 857	101 254 030	186 866 480	45 321 404	55 153 377	44,8 %	29,5 %
<i>L'UE pour la santé (EU4Health)</i>	731 750 309	619 341 615	839 672 701	353 258 926	-107 922 392	266 082 689	-12,9 %	75,3 %
<i>Instrument pour le soutien d'urgence au sein de l'Union (ESI)</i>	p.m.	5 878 000	p.m.	8 100 000		-2 222 000		-27,4 %
<i>Organismes décentralisés</i>	260 905 055	253 150 025	290 570 851	275 865 544	-29 665 796	-22 715 519	-10,2 %	-8,2 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.				
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	12 000 000	11 000 000	12 000 000	10 600 000		400 000		3,8 %
<b>Pôle 07 - Investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs</b>	4 821 147 972	4 389 195 003	4 787 870 256	4 572 397 097	33 277 716	-183 202 094	0,7 %	-4,0 %
<i>Emploi et innovation sociale</i>	93 500 000	95 200 000	106 482 000	87 230 000	-12 982 000	7 970 000	-12,2 %	9,1 %
<i>Erasmus+</i>	3 548 525 437	3 194 197 196	3 401 740 438	3 300 756 286	146 784 999	-106 559 090	4,3 %	-3,2 %
<i>Corps européen de solidarité (ESC)</i>	141 196 320	122 118 124	141 427 764	115 935 774	-231 444	6 182 350	-0,2 %	5,3 %
<i>Europe créative</i>	325 290 321	306 962 192	406 527 982	400 244 090	-81 237 661	-93 281 898	-20,0 %	-23,3 %
<i>Justice</i>	42 225 000	39 817 603	43 627 000	37 565 825	-1 402 000	2 251 778	-3,2 %	6,0 %
<i>Citoyens, égalité, droits et valeurs</i>	212 282 092	155 069 755	214 902 193	170 326 357	-2 620 101	-15 256 602	-1,2 %	-9,0 %
<i>Agences décentralisées et Parquet européen</i>	268 478 848	263 290 848	246 262 181	237 773 002	22 216 667	25 517 846	9,0 %	10,7 %
<i>Autres actions</i>	7 900 000	6 000 000	8 707 925	6 750 000	-807 925	-750 000	-9,3 %	-11,1 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	39 076 957	35 303 000	52 035 405	-35 303 000	-12 958 448	-100,0 %	-24,9 %
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	181 749 954	167 462 328	182 889 773	163 780 358	-1 139 819	3 681 970	-0,6 %	2,2 %
<b>3. Ressources naturelles et environnement</b>	<b>57 222 558 225</b>	<b>57 445 369 586</b>	<b>56 681 112 059</b>	<b>56 601 766 838</b>	<b>541 446 166</b>	<b>843 602 748</b>	<b>1,0 %</b>	<b>1,5 %</b>
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>								
<i>Plafond</i>	57 295 000 000		56 965 000 000					
<i>Marge</i>	72 441 775		283 887 941					
<b>Dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs</b>	<b>40 692 211 000</b>	<b>40 698 181 356</b>	<b>40 368 859 305</b>	<b>40 393 039 132</b>	<b>323 351 695</b>	<b>305 142 224</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,8 %</b>
<i>Sous-plafond FEAGA</i>	41 518 000 000		41 257 000 000					
<i>Écart d'arrondis exclu pour le calcul de la sous-marge</i>	800 000		800 000					

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence		
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022		
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)		
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP	
<i>Transferts nets entre le FEAGA et le Feader</i>	-825 800 000		-618 754 000						
<i>Solde net disponible pour les dépenses du FEAGA</i>	40 692 200 000		40 638 200 000						
<i>Sous-plafond FEAGA ajusté corrigé par des transferts entre le FEAGA et le Feader</i>	40 693 000 000		40 639 000 000						
<i>Sous-marge FEAGA</i>	789 000		270 140 695						
<i>Sous-marge FEAGA (hors écart d'arrondis)</i>			269 340 695						
<b>Pôle 08 - Agriculture et politique maritime</b>	54 921 266 540	56 858 366 403	54 420 291 928	56 006 922 390	500 974 612	851 444 013	0,9 %	1,5 %	
<i>Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)</i>	40 692 211 000	40 698 181 356	40 368 859 305	40 393 039 132	323 351 695	305 142 224	0,8 %	0,8 %	
<i>Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)</i>	12 934 676 920	15 087 190 175	12 727 698 920	14 680 190 175	206 978 000	407 000 000	1,6 %	2,8 %	
<i>Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA)</i>	1 102 824 579	888 605 509	1 134 285 579	732 413 496	-31 461 000	156 192 013	-2,8 %	21,3 %	
<i>Accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) et organisations régionales de gestion des pêches (ORGP)</i>	162 018 754	151 143 754	159 218 754	166 390 754	2 800 000	-15 247 000	1,8 %	-9,2 %	
<i>Organismes décentralisés</i>	29 535 287	29 535 287	28 738 870	28 738 870	796 417	796 417	2,8 %	2,8 %	
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	3 710 322	1 490 500	6 149 963	-1 490 500	-2 439 641	-100,0 %	-39,7 %	
<b>Pôle 09 - Environnement et action pour le climat</b>	2 301 291 685	587 003 183	2 260 820 131	594 844 448	40 471 554	-7 841 265	1,8 %	-1,3 %	
<i>Programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE)</i>	728 318 454	516 786 341	755 545 484	528 533 576	-27 227 030	-11 747 235	-3,6 %	-2,2 %	
<i>Fonds pour une transition juste</i>	1 466 200 981	2 800 000	1 443 006 008	1 315 000	23 194 973	1 485 000	1,6 %	112,9 %	
<i>Facilité de prêt au secteur public dans le cadre du mécanisme pour une transition juste (MTJ)</i>	50 000 000	p.m.	p.m.	p.m.	50 000 000				
<i>Organismes décentralisés</i>	56 772 250	56 772 250	54 147 639	54 147 639	2 624 611	2 624 611	4,8 %	4,8 %	
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	10 644 592	8 121 000	10 848 233	-8 121 000	-203 641	-100,0 %	-1,9 %	
<b>4. Migration et gestion des frontières</b>	<b>3 727 311 518</b>	<b>3 067 380 252</b>	<b>3 360 000 000</b>	<b>3 254 270 962</b>	<b>367 311 518</b>	<b>-186 890 710</b>	<b>10,9 %</b>	<b>-5,7 %</b>	
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>									
<b>Plafond</b>	3 814 000 000		3 360 000 000						
<b>Marge</b>	86 688 482								
<b>Pôle 10 - Migration</b>	1 587 290 540	1 484 088 787	1 472 243 979	1 521 432 601	115 046 561	-37 343 814	7,8 %	-2,5 %	
<i>Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI)</i>	1 418 121 253	1 314 919 500	1 318 582 774	1 367 771 396	99 538 479	-52 851 896	7,5 %	-3,9 %	
<i>Organismes décentralisés</i>	169 169 287	169 169 287	153 661 205	153 661 205	15 508 082	15 508 082	10,1 %	10,1 %	
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.					
<b>Pôle 11 - Gestion des frontières</b>	2 140 020 978	1 583 291 465	1 887 756 021	1 732 838 361	252 264 957	-149 546 896	13,4 %	-8,6 %	
<i>Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) - instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas (IGFV)</i>	946 798 303	394 492 752	740 742 428	610 891 340	206 055 875	-216 398 588	27,8 %	-35,4 %	

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) - instrument de soutien financier relatif aux équipements de contrôle douanier</i>	140 953 000	71 779 570	138 190 000	136 255 561	2 763 000	-64 475 991	2,0 %	-47,3 %
<i>Organismes décentralisés</i>	1 052 269 675	1 117 019 143	1 008 823 593	985 691 460	43 446 082	131 327 683	4,3 %	13,3 %
<b>5. Sécurité et défense</b>	<b>1 901 109 130</b>	<b>1 111 374 612</b>	<b>1 812 327 699</b>	<b>1 237 861 185</b>	<b>88 781 431</b>	<b>-126 486 573</b>	<b>4,9 %</b>	<b>-10,2 %</b>
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>								
<i>Plafond</i>	1 946 000 000		1 896 000 000					
<i>Marge</i>	44 890 870		83 672 301					
Pôle 12 - Sécurité	688 722 828	559 037 952	634 883 185	583 247 185	53 839 643	-24 209 233	8,5 %	-4,2 %
<i>Fonds pour la sécurité intérieure</i>	309 857 754	195 470 000	254 127 754	240 730 000	55 730 000	-45 260 000	21,9 %	-18,8 %
<i>Déclassement d'installations nucléaires (Lituanie)</i>	68 800 000	60 000 000	98 900 000	40 000 000	-30 100 000	20 000 000	-30,4 %	50,0 %
<i>Sûreté nucléaire et déclassement d'installations (y compris pour la Bulgarie et la Slovaquie)</i>	57 239 458	53 156 000	43 938 672	65 310 000	13 300 786	-12 154 000	30,3 %	-18,6 %
<i>Organismes décentralisés</i>	230 411 952	230 411 952	215 942 185	215 942 185	14 469 767	14 469 767	6,7 %	6,7 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	800 000	p.m.	400 000		400 000		100,0 %
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	22 413 664	19 200 000	21 974 574	20 865 000	439 090	-1 665 000	2,0 %	-8,0 %
Pôle 13 - Défense	1 212 386 302	552 336 660	1 177 444 514	654 614 000	34 941 788	-102 277 340	3,0 %	-15,6 %
<i>Fonds européen de la défense (recherche)</i>	319 253 621	164 146 640	318 346 621	177 508 000	907 000	-13 361 360	0,3 %	-7,5 %
<i>Fonds européen de la défense (hors recherche)</i>	626 447 000	250 100 000	627 354 000	378 930 000	-907 000	-128 830 000	-0,1 %	-34,0 %
<i>Mobilité militaire</i>	236 685 681	106 715 020	231 743 893	98 176 000	4 941 788	8 539 020	2,1 %	8,7 %
<i>Connectivité sécurisée de l'Union</i>	30 000 000	30 000 000	0	0	30 000 000	30 000 000	0	0
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	p.m.	1 375 000	p.m.	p.m.		1 375 000		
<b>6. Voisinage et le monde</b>	<b>16 781 879 478</b>	<b>13 773 937 845</b>	<b>17 170 442 918</b>	<b>12 916 051 937</b>	<b>-388 563 440</b>	<b>857 885 908</b>	<b>-2,3 %</b>	<b>6,6 %</b>
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>	452 879 478		368 442 918					
<i>Plafond</i>	16 329 000 000		16 802 000 000					
<i>Marge</i>								
Pôle 14 - Action extérieure	14 250 808 005	11 183 310 319	15 158 937 445	10 544 347 150	-908 129 440	638 963 169	-6,0 %	6,1 %
<i>Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — L'Europe dans le monde</i>	11 970 770 313	8 842 716 018	12 716 647 047	7 891 721 595	-745 876 734	950 994 423	-5,9 %	12,1 %
<i>Instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN)</i>	39 930 000	32 103 655	38 580 000	32 639 508	1 350 000	-535 853	3,5 %	-1,6 %
<i>Aide humanitaire (HUMA)</i>	1 626 863 917	1 714 235 450	1 806 059 463	2 091 645 990	-179 195 546	-377 410 540	-9,9 %	-18,0 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)</i>	371 816 857	380 600 000	361 745 935	333 591 505	10 070 922	47 008 495	2,8 %	14,1 %
<i>Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)</i>	70 028 000	59 274 188	68 964 000	52 446 596	1 064 000	1 064 000	1,5 %	1,5 %
<i>Autres actions</i>	78 429 424	61 598 845	72 171 135	47 171 135	6 258 289	14 427 710	8,7 %	30,6 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>	<i>p.m.</i>				
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	92 969 494	92 782 163	94 769 865	95 130 821	-1 800 371	-2 348 658	-1,9 %	-2,5 %
Pôle 15 - Aide de préadhésion	2 531 071 473	2 590 627 526	2 011 505 473	2 371 704 787	519 566 000	218 922 739	25,8 %	9,2 %
<i>Aide de préadhésion (IPA III)</i>	2 531 071 473	2 590 627 526	2 011 505 473	2 371 704 787	519 566 000	218 922 739	25,8 %	9,2 %
<b>7. Administration publique européenne</b>	<b>11 448 802 167</b>	<b>11 448 802 167</b>	<b>10 620 124 324</b>	<b>10 620 224 324</b>	<b>828 677 843</b>	<b>828 577 843</b>	<b>7,8 %</b>	<b>7,8 %</b>
<b>dont part relevant des instruments de flexibilité</b>	62 472 587							
<b>Plafond</b>	11 419 000 000		11 058 000 000					
<b>Marge</b>	32 670 420		437 875 676					
<b>dont: Dépenses administratives des institutions</b>	<b>8 834 472 587</b>	<b>8 834 472 587</b>	<b>8 287 945 711</b>	<b>8 288 045 711</b>	<b>546 526 876</b>	<b>546 426 876</b>	<b>6,6 %</b>	<b>6,6 %</b>
<b>Sous-plafond</b>	8 772 000 000		8 528 000 000					
<b>Marge</b>			240 054 289					
Pensions	2 381 282 000	2 381 282 000	2 124 614 000	2 124 614 000	256 668 000	256 668 000	12,1 %	12,1 %
<i>Pensions du personnel</i>	2 334 299 000	2 334 299 000	2 085 785 000	2 085 785 000	248 514 000	248 514 000	11,9 %	11,9 %
<i>Pensions des anciens membres — Institutions</i>	46 983 000	46 983 000	38 829 000	38 829 000	8 154 000	8 154 000	21,0 %	21,0 %
Écoles européennes	233 047 580	233 047 580	207 564 613	207 564 613	25 482 967	25 482 967	12,3 %	12,3 %
<i>Parlement européen</i>	795 000	795 000	740 000	740 000	55 000	55 000	7,4 %	7,4 %
<i>Commission</i>	232 004 104	232 004 104	206 622 116	206 622 116	25 381 988	25 381 988	12,3 %	12,3 %
<i>Cour de justice de l'Union européenne</i>	48 000	48 000	46 000	46 000	2 000	2 000	4,3 %	4,3 %
<i>Médiateur européen</i>	167 676	167 676	124 697	124 697	42 979	42 979	34,5 %	34,5 %
<i>Service européen pour l'action extérieure</i>	32 800	32 800	31 800	31 800	1 000	1 000	3,1 %	3,1 %
Dépenses administratives des institutions	8 834 472 587	8 834 472 587	8 287 945 711	8 288 045 711	546 526 876	546 426 876	6,6 %	6,6 %
<i>Parlement européen</i>	2 267 982 642	2 267 982 642	2 112 164 198	2 112 164 198	155 818 444	155 818 444	7,4 %	7,4 %
<i>Conseil européen et Conseil</i>	654 340 348	654 340 348	611 473 556	611 473 556	42 866 792	42 866 792	7,0 %	7,0 %
<i>Commission</i>	4 106 045 644	4 106 045 644	3 868 129 450	3 868 229 450	237 916 194	237 816 194	6,2 %	6,1 %
<i>Cour de justice de l'Union européenne</i>	491 240 000	491 240 000	464 774 000	464 774 000	26 466 000	26 466 000	5,7 %	5,7 %
<i>Cour des comptes européenne</i>	176 609 500	176 609 500	162 141 175	162 141 175	14 468 325	14 468 325	8,9 %	8,9 %
<i>Comité économique et social européen</i>	160 102 221	160 102 221	150 871 643	150 871 643	9 230 578	9 230 578	6,1 %	6,1 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2023		2022 <sup>(1)</sup>		2023 - 2022		2023 / 2022	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Comité européen des régions</i>	117 300 008	117 300 008	108 376 858	108 376 858	8 923 150	8 923 150	8,2 %	8,2 %
<i>Médiateur européen</i>	13 104 583	13 104 583	12 097 411	12 097 411	1 007 172	1 007 172	8,3 %	8,3 %
<i>Contrôleur européen de la protection des données</i>	22 172 500	22 172 500	20 202 000	20 202 000	1 970 500	1 970 500	9,8 %	9,8 %
<i>Service européen pour l'action extérieure</i>	825 575 141	825 575 141	777 715 420	777 715 420	47 859 721	47 859 721	6,2 %	6,2 %
<b>Crédits pour les rubriques</b>	<b>182 735 910 399</b>	<b>163 588 449 330</b>	<b>179 063 464 205</b>	<b>168 156 482 555</b>	<b>3 672 446 194</b>	<b>-4 568 033 225</b>	<b>2,1 %</b>	<b>-2,7 %</b>
<i>Plafond</i>	182 667 000 000	168 575 000 000	179 765 000 000	170 558 000 000				
<i>dont part relevant de l'instrument de flexibilité</i>	515 352 065	527 128 781	368 442 918	467 248 692				
<b>Dont au titre du dispositif de marge unique visé à l'art. 11, par. 1, pt a)/art. 11, par. 1, pt b)</b>		1 376 000 000		1 349 000 000				
<i>Marge</i>	446 441 666	5 513 679 451	701 535 795	2 868 766 137				
<b>Crédits en % du RNB</b>	<b>1,12 %</b>	<b>1,00 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,09 %</b>				
<b>Instruments spéciaux thématiques</b>	<b>2 855 153 029</b>	<b>2 679 794 000</b>	<b>2 799 170 382</b>	<b>2 622 838 000</b>	<b>55 982 647</b>	<b>56 956 000</b>	<b>2,0 %</b>	<b>2,2 %</b>
<i>Réserve de solidarité et d'aide d'urgence</i>	1 324 897 000	1 324 897 000	1 298 919 000	1 298 919 000	25 978 000	25 978 000	2,0 %	2,0 %
<i>Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)</i>	205 359 029	30 000 000	201 332 382	25 000 000	4 026 647	5 000 000	2,0 %	20,0 %
<i>Réserve d'ajustement au Brexit</i>	1 324 897 000	1 324 897 000	1 298 919 000	1 298 919 000	25 978 000	25 978 000	2,0 %	2,0 %
<b>Total des crédits</b>	<b>185 591 063 428</b>	<b>166 268 243 330</b>	<b>181 862 634 587</b>	<b>170 779 320 555</b>	<b>3 728 428 841</b>	<b>-4 511 077 225</b>	<b>2,1 %</b>	<b>-2,6 %</b>
<b>Crédits en % du RNB</b>	<b>1,14 %</b>	<b>1,02 %</b>	<b>1,18 %</b>	<b>1,11 %</b>				

(1) Le budget 2022 inclut le budget rectificatif n° 1/2022 et les projets de budgets rectificatifs n° 2/2022 et n° 3/2022.

### Tableau récapitulatif des tableaux des effectifs des institutions et organismes de l'Union

Institutions	Projet de budget 2023			Budget 2022 <sup>(1)</sup>		
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total
Parlement européen	5 460	1 365	6 825	5 409	1 364	6 773
Conseil européen et Conseil	2 994	35	3 029	2 994	35	3 029
Commission	22 995	404	23 399	23 070	404	23 474
<i>Administration</i>	18 366	375	18 741	18 362	375	18 737
<i>Recherche et innovation – Centre commun de recherche</i>	1 683		1 683	1 711		1 711
<i>Recherche et innovation – Actions indirectes</i>	1 368	5	1 373	1 378	5	1 383

Institutions	Projet de budget 2023			Budget 2022 <sup>(1)</sup>		
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total
<i>Office des publications</i>	576	5	581	591		591
<i>Office européen de sélection du personnel</i>	108	1	109	108	1	109
<i>Office de gestion et de liquidation des droits individuels</i>	163		163	166		166
<i>Office pour les infrastructures et la logistique — Bruxelles</i>	315	1	316	334	1	335
<i>Office pour les infrastructures et la logistique — Luxembourg</i>	117		117	120		120
<i>Office européen de lutte antifraude (OLAF)</i>	299	17	316	300	22	322
Cour de justice de l'Union européenne	1 545	565	2 110	1 546	564	2 110
Cour des comptes européenne	687	186	873	687	186	873
Comité économique et social européen	628	41	669	629	40	669
Comité européen des régions	437	59	496	437	59	496
Médiateur européen	41	32	73	41	32	73
Contrôleur européen de la protection des données	84		84	84		84
Service européen pour l'action extérieure	1 752	1	1 753	1 752	1	1 753
<b>Total</b>	<b>36 623</b>	<b>2 688</b>	<b>39 311</b>	<b>36 649</b>	<b>2 685</b>	<b>39 334</b>

Organismes créés par l'Union et dotés de la personnalité juridique	Budget 2022			2021 <sup>(1)</sup>		
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total
Organismes décentralisés	87	7 818	7 905	89	7 628	7 717
Entreprises communes européennes	45	270	315	48	242	290
Institut européen d'innovation et de technologie		45	45		45	45
Agences exécutives		876	876		840	840
<b>Total</b>	<b>132</b>	<b>9 009</b>	<b>9 141</b>	<b>137</b>	<b>8 755</b>	<b>8 892</b>

<sup>(1)</sup> Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2022 (JO L 45 du 24.2.2022) augmenté du budget rectificatif n° 1/2022 et des projets de budgets rectificatifs n° 2/2022 et n° 3/2022.

### Tableau récapitulatif des bâtiments par institution de l'Union

Institutions		Immeubles en location		Patrimoine immobilier <sup>2</sup>
		Crédits 2023 <sup>3</sup>	Crédits 2022 <sup>4</sup>	
Section I	Parlement européen	19 170 000	25 204 212	1 268 028 365
Section II	Conseil européen et Conseil	444 000	457 000	401 787 584
Section III	Commission:	333 778 671	333 122 819	1 275 638 130,24
	— sièges (Bruxelles et Luxembourg)	248 246 000	247 279 000	1 042 618 147,45
	— contribution pour la recherche aux sièges	21 076 398	21 992 000	—
	— bureaux dans l'Union	10 195 000	11 941 000	27 293 329,95
	— bureaux à Grange pour les audits et l'analyse dans les domaines de la santé et de l'alimentation	85 000	95 000	7 517 135,43
	— délégations de l'Union <sup>5</sup>	21 826 500	22 180 000	—
	— Centre commun de recherche	1 443 373	1 420 819	198 209 517,41
	— Office des publications de l'Union européenne	12 942 400	10 546 000	—
	— Office européen de lutte antifraude	5 696 000	5 607 000	—
	— Office européen de sélection du personnel	1 402 000	1 546 000	—
	— Office de gestion et de liquidation des droits individuels	2 378 000	2 287 000	—
	— Office pour les infrastructures et la logistique, à Bruxelles	6 336 000	6 236 000	—
	— Office pour les infrastructures et la logistique, à Luxembourg	2 152 000	1 993 000	—
Section IV	Cour de justice de l'Union européenne	32 227 000	35 723 000	343 730 621,37 <sup>6</sup>
Section V	Cour des comptes européenne	145 000	145 000	54 113 612,17
Section VI	Comité économique et social européen	15 270 849	15 634 345	80 384 113,07
Section VII	Comité européen des régions	11 313 513	11 546 365	52 161 033
Section VIII	Médiateur européen	1 429 000	1 642 000	—
Section IX	Contrôleur européen de la protection des données	2 305 000	2 243 000	1 707 818,32
Section X	Service européen pour l'action extérieure	126 701 100	123 536 500	368 203 609,22 <sup>7</sup>

<sup>2</sup> Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2021 (sauf indication contraire).

<sup>3</sup> Ces crédits représentent les montants cumulés inscrits aux postes 2 0 0 0 (loyers), 2 0 0 1 (redevances emphytéotiques) et 2 0 0 3 (acquisition de biens immobiliers).

<sup>4</sup> Ces crédits représentent les montants cumulés inscrits aux postes 2 0 0 0 (loyers), 2 0 0 1 (redevances emphytéotiques) et 2 0 0 3 (acquisition de biens immobiliers).

<sup>5</sup> Contribution de la Commission aux délégations de l'Union.

<sup>6</sup> Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2021 pour les bâtiments annexes «A», «B» et «C» rénovés, pour le complexe immobilier du nouveau Palais (ancien Palais rénové, anneau, deux tours et galerie de liaison) ainsi que pour la troisième tour faisant l'objet de contrats de location-achat.

Institutions		Immeubles en location		Patrimoine immobilier <sup>2</sup>
		Crédits 2023 <sup>3</sup>	Crédits 2022 <sup>4</sup>	
	— siège (Bruxelles)	30 425 100	26 963 500	
	— délégations de l'Union	96 276 000	96 573 000	
<b>Totaux</b>				<b>3 845 754 886,39</b>

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
Parlement européen	<i>Bruxelles</i>			558 720 862
	Paul-Henri Spaak	1993	65 977 955	
	Altiero Spinelli	1995	25 516 459	
	Willy Brandt	2007	45 058 740	
	József Antall	2008	65 959 730	
	Stefan Zweig	1999	38 189 133	
	Arendt	2006	19 153 506	
	Trèves 1	2011	20 873 599	
	Maison de l'Histoire européenne	2008	35 422 118	
	Wayenberg	2003	3 818 996	
	Remard	2010	14 320 167	
	Wiertz	2021	73 024 000	
	Montoyer 70	2012	13 861 115	
	Wilfried Martens	2016	137 545 344	
	<i>Strasbourg</i>			169 742 278
	Louise Weiss	1998	69 211 050	
	Winston Churchill	2006	24 055 881	
	Salvador de Madariaga	2006	57 432 780	
	Pierre Pflimlin	2006	238 745	
	Václav Havel	2012	18 803 822	
	<i>Luxembourg</i>			506 602 583
	Konrad Adenauer	2003	506 602 583	

<sup>7</sup> Valeur comptable nette en 2021. Les bâtiments des délégations de l'Union ont été transférés au Service européen pour l'action extérieure le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<sup>8</sup> Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2021 (sauf indication contraire).

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	<i>Bazoches</i>			3 163 125
	Maison de Jean Monnet	1982	3 163 125	
	<i>Bureaux dans l'Union</i>			29 799 517
	Lisbonne	1986	48 630	
	Athènes	1991	1 292 988	
	Copenhague	2005	1 901 005	
	La Haye	2006	3 075 835	
	La Valette	2006	1 519 027	
	Nicosie	2006	1 919 963	
	Vienne	2008	7 567 600	
	Londres	2008	7 148 647	
	Budapest	2010	2 628 104	
	Sofia	2013	2 697 720	
Conseil européen et Conseil	<i>Bruxelles</i>			401 787 584
	Terrain		73 297 651	
	Justus Lipsius (révision de la réévaluation prévue pour 2021)	1995	5 926 007	
	Crèche	2006	5 476 702	
	Lex	2007	80 807 563	
	Europa	2016	236 279 661	
Commission	<i>Bruxelles</i>			866 791 144,82
	Overijse	1997	568 652,00	
	Overijse	2015	5 377 512,70	
	Loi 130	1987	51 696 277,69	
	Breydel	1989	7 298 833,00	
	Clovis	1995	4 012 006,00	
	Cours Saint-Michel 1	1997	10 201 979,55	
	Belliard 232 <sup>9</sup>	1997	10 618 905,64	
	Demot 24 <sup>10</sup>	1997	19 880 828,68	
	Breydel II	1997	19 662 765,49	

<sup>9</sup> Emphytéose acquisitive.

<sup>10</sup> Emphytéose acquisitive.

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	Beaulieu 29/31/33	1998	16 018 079,72	
	Charlemagne	1997	54 001 992,94	
	Demot 28 <sup>11</sup>	1999	16 115 733,47	
	Joseph II 99 <sup>12</sup>	1998	11 258 208,55	
	Loi 86	1998	24 344 469,27	
	Luxembourg 46 <sup>13</sup>	1999	23 280 079,16	
	Montoyer 59 <sup>14</sup>	1998	10 611 964,92	
	Froissart 101 <sup>15</sup>	2000	12 528 739,88	
	VM 18 <sup>16</sup>	2000	9 749 701,68	
	Joseph II 70 <sup>17</sup>	2000	23 571 106,23	
	Loi 41 <sup>18</sup>	2000	36 949 185,92	
	SC 11 <sup>19</sup>	2000	13 650 068,67	
	Joseph II 30 <sup>20</sup>	2000	17 971 339,81	
	Joseph II 54 <sup>21</sup>	2001	21 510 294,24	
	Joseph II 79 <sup>22</sup>	2002	22 432 830,56	
	VM2 <sup>23</sup>	2001	21 880 569,28	
	Palmerston	2002	4 024 689,34	
	SPA 3 <sup>24</sup>	2003	16 827 733,34	

11 Emphytéose acquisitive.

12 Emphytéose acquisitive.

13 Emphytéose acquisitive (ex-Marie de Bourgogne).

14 Emphytéose acquisitive.

15 Emphytéose acquisitive.

16 Emphytéose acquisitive.

17 Emphytéose acquisitive.

18 Emphytéose acquisitive.

19 Emphytéose acquisitive.

20 Emphytéose acquisitive (occupation partielle par l'OLAF).

21 Emphytéose acquisitive.

22 Emphytéose acquisitive.

23 Emphytéose acquisitive.

24 Emphytéose acquisitive.

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	Berlaymont <sup>25</sup>	2004	202 514 752,05	
	CCAB <sup>26</sup>	2005	32 754 023,88	
	BU-25	2006	33 712 182,87	
	Cornet-Leman	2006	13 816 228,28	
	Madou	2006	71 522 048,10	
	WALI	2009	12 739 132,68	
	NOHE	2017	13 688 229,23	
	<i>Luxembourg</i>			175 827 002,63
	Euroforum <sup>27</sup>	2004	45 611 737,41	
	Foyer européen	2009	7 058 347,09	
	CPE V	2012	16 059 355,59	
	Jean Monnet 2	2018	107 097 562,54	
	<i>Bureaux dans l'Union</i>			27 293 329,95
	Lisbonne	1986	—	
		1993	—	
	Marseille	1991	—	
		1993	—	
	Milan	1986	—	
	Copenhague	2005	1 877 384,30	
	La Valette	2007	1 561 114,28	
	Nicosie (Byron)	2006	1 919 962,61	
	La Haye	2006	2 888 104,66	
	Londres <sup>28</sup>	2010	—	
	Budapest	2010	3 648 784,10	
	Sofia	2021	4 046 580,00	
	Vienne	2021	11 351 400,00	
	<i>Centre commun de recherche</i>			198 209 517,41

<sup>25</sup> Emphytéose acquisitive.

<sup>26</sup> Emphytéose acquisitive.

<sup>27</sup> Emphytéose acquisitive.

<sup>28</sup> Transféré au Parlement européen.

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	Ispra		88 751 635,45	
	Geel		26 806 876,86	
	Karlsruhe		75 802 897,35	
	Petten		6 848 107,75	
	<i>Bureaux à Grange pour les audits et l'analyse dans les domaines de la santé et de l'alimentation</i>			7 517 135,43
	Grange (Irlande) <sup>29</sup>	2002	7 517 135,43	
	Total Commission			1 328 122 457,73
Cour de justice de l'Union européenne	<i>Luxembourg</i>			343 730 621,37
	Annexe «A» — Erasmus, Annexe «B» — Thomas More et Annexe «C»	2013	47 424 300,08	
	Complexe immobilier du nouveau Palais (ancien Palais rénové, anneau, deux tours et galerie de liaison)	2008	178 312 969,81	
	Troisième tour	2019	117 993 351,48	
Cour des comptes	<i>Luxembourg</i>			54 113 612,17
	Terrain	1990	760 443,00	
	Luxembourg (K1)	1990	3 100 552,10	
	Luxembourg (K2)	2004	10 151 069,33	
	Luxembourg (K3)	2009	40 101 547,74	
Comité économique et social européen <sup>30</sup>	<i>Bruxelles</i>			80 384 113,07
	Montoyer 92-102	2001	19 663 616,36	
	Belliard 99-101	2001	46 643 620,91	
	Belliard 68-72	2004	5 694 976,44	
	Trèves 74	2005	5 212 022,00	
	Belliard 93	2005	3 169 877,36	
Comité des régions <sup>31</sup>	<i>Bruxelles</i>			52 161 033
	Montoyer 92-102	2001	9 685 065	

<sup>29</sup> Location à long terme/achat.

<sup>30</sup> Emphytéose acquisitive.

<sup>31</sup> Emphytéose acquisitive. Valeur comptable nette au 31 décembre 2021.

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	Belliard 101-103	2001	22 969 472	
	Belliard 68	2004	8 518 586	
	Trèves 74	2004	7 818 033	
	Belliard 93	2005	3 169 877	
Service européen pour l'action extérieure	<i>Service pour l'action extérieure</i>			
	Siège Bruxelles <sup>32</sup>	2012	155 701 707,65	368 203 609,22 <sup>33</sup>
	<i>Délégations de l'Union</i>			
	Tirana (Albanie)	2015	1 245 964,00	
	Buenos Aires (Argentine)	1992	227 531,75	
		2021	7 987 516,18	
	Canberra (Australie)	1983	—	
		1990	—	
	Cotonou (Bénin)	1992	87 735,62	
	Gaborone (Botswana)	1982	50 866,95	
		1985	14 594,35	
		1986	5 912,85	
		1987	12 572,25	
	Brasília (Brésil)	1994	134 375,83	
	Ouagadougou (Burkina)	1984	19 248,47	
		1997	65 723,58	
	Bujumbura (Burundi)	1982	36 584,40	
		1986	111 426,72	
	Phnom Penh (Cambodge)	2005	325 974,66	
	Ottawa (Canada)	1977	64 132,79	
	Praia (Cap-Vert)	1981	14 091,34	
	Praia (Cap-Vert)	2015	944 893,22	
	Bangui (République centrafricaine)	1983	65 707,89	
	N'Djamena (Tchad)	1991	11 965,76	

<sup>32</sup> Location à long terme.

<sup>33</sup> Valeur comptable nette au 31 décembre 2021. Les bâtiments des délégations de l'Union ont été transférés au Service européen pour l'action extérieure le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	Pékin (Chine)	1995	950 569,34	
	Bogota (Colombie)	2018	4 702 488,96	
	Brazzaville (Congo)	1994	50 832,11	
	San José (Costa Rica)	1995	132 602,56	
	Abidjan (Côte d'Ivoire)	1993	71 032,66	
		1994	—	
	Quito (Équateur)	2019	2 110 334,57	
	Paris (France)	1990	1 236 105,57	
	Libreville (Gabon)	1996	87 232,66	
	Banjul (Gambie)	1989	22 778,48	
	Bissau (Guinée-Bissau)	1995	100 086,95	
	Port-au-Prince (Haïti)	2012	1 399 504,20	
		2014	3 875 770,80	
	Tokyo (Japon)	2006	34 008 178,59	
		2011	30 951 824,37	
	Nairobi (Kenya)	2005	358 075,05	
	Maseru (Lesotho)	1985	30 467,06	
		1985	—	
		1990	33 605,58	
		1991	138 135,41	
		2006	121 971,43	
	Lilongwe (Malawi)	1982	42 053,03	
		1988	—	
		1988	12 969,50	
	Mexico (Mexique)	1995	534 355,71	
	Rabat (Maroc)	1987	62 541,23	
	Port Louis (Maurice)	1988	18 232,81	
	Maputo (Mozambique)	2008	667 433,83	
		2008	1 777 598,80	
	Windhoek (Namibie)	1992	21 990,89	
		1992	25 380,83	
		1992	40 462,24	
		1993	54 000,00	

Institution	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>8</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	Katmandou (Népal)	2017	4 480 000,00	
		2017	429 866,66	
	Wellington (Nouvelle-Zélande)	2017	1 134 083,00	
		2017	605 023,53	
	Niamey (Niger)	1997	33 257,15	
	Abuja (Nigeria)	1992	172 211,40	
		2005	1 858 765,38	
		2012	2 577 066,66	
	Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)	1982	48 274,53	
	Kigali (Rwanda)	1980	112 548,18	
		1982	71 627,45	
	Dakar (Sénégal)	1984	325 145,55	
	Honiara (Îles Salomon)	1990	16 968,28	
	Mogadiscio (Somalie)	2018	7 178 772,56	
	Pretoria (Afrique du Sud)	1994	116 306,83	
		1994	92 468,94	
		1996	181 762,83	
		2019	2 742 029,87	
	Mbabane (Swaziland)	1987	26 994,00	
		1988	13 497,00	
	Dar es Salam (Tanzanie)	2002	1 072 860,15	
	Kampala (Ouganda)	1986	28 096,41	
		1986	—	
		1996	30 549,95	
	Londres (Royaume-Uni)	2020	10 593 096,50	
	New York (États-Unis d'Amérique)	1987	253 001,13	
	Washington (États-Unis d'Amérique)	1997	388 135,12	
		2019	82 661 658,75	
	Lusaka (Zambie)	1982	43 366,60	
	Harare (Zimbabwe)	1990	73 859,06	
		1994	75 174,27	